



Les citoyen·ne·s français·es et la réforme de la PAC

Un sondage *Pour une autre PAC*-IPSOS



Sommaire

Avant-propos

3

Résumé

4

Contexte

5

Méthodologie

6

Qui connaît la PAC ?

7

La PAC, un sujet plus ou moins maîtrisé

8

Le rejet de l'actuelle PAC et du modèle agro-industriel subventionné

9

Une alimentation plus chère ? Oui, pour répondre aux attentes des Français·es

12

Quatre urgences pour la prochaine PAC

14



Avant-propos

Ce sondage a la particularité d'avoir été réalisé alors que la crise sanitaire du COVID-19 commençait tout juste à se faire sentir en France. Bien loin de remettre en cause la pertinence des résultats, cette crise leur donne au contraire tout le sens.

Les résultats du sondage montrent que les financements de la PAC doivent être réorientés vers un modèle agricole et alimentaire plus juste, plus durable et plus sain tel que souhaité par les Français·es. Ils·elles estiment en effet que la juste rémunération des paysan·ne·s, la préservation de l'environnement, la garantie du bien-être animal et l'accès à une alimentation saine et de proximité sont les axes les plus importants à poursuivre dans le cadre de la prochaine PAC.

Au-delà de ces résultats, la crise sanitaire du COVID-19 rappelle l'urgence de prendre en compte les préoccupations et les aspirations des Français·es pour mettre en œuvre un modèle agricole et alimentaire résilient. La fermeture des frontières a révélé la dépendance de notre secteur agricole aux travailleur·se·s étranger·e·s saisonnier·e·s sous-payé·e·s, mettant en lumière l'importance de la juste rémunération des travailleur·se·s agricoles pour la pérennité de la production alimentaire. Des chercheurs¹ ont également mis en lumière le lien entre la transmission du coronavirus aux humain·e·s et le déséquilibre des écosystèmes, causé par l'extension des villes (et des marchés alimentaires comprenant des animaux vivants), le déclin de la biodiversité et la déforestation en lien avec le développement de l'agriculture industrielle. La préservation de l'environnement et du bien-être animal des animaux d'élevage en apparaît d'autant plus importante. Enfin, la fréquentation des magasins de producteur·rice·s et l'adaptation des systèmes de distribution en circuits courts pendant la période de confinement ont confirmé l'attachement des Français·es à une alimentation de proximité.

Plus que jamais, notre modèle agricole et alimentaire devra se baser sur la juste rémunération des paysan·ne·s, la transition vers l'agroécologie paysanne et la relocalisation de notre système alimentaire.



Résumé

¹ Pour Jean-François Guégan, chercheur en microbiologie et spécialiste de la transmission des agents infectieux, *“Le problème n'est pas la chauve-souris, le problème est en amont : c'est la destruction des habitats naturels et le non-respect de leur biodiversité”*. De leur côté, Roger Keil, Creighton Connolly et S. Harris Ali, spécialistes des urban studies, pointent que *“Le coronavirus qui nous touche aujourd'hui est un exemple des relations étroites entre le développement urbain et l'émergence - ou la réémergence - de maladies infectieuses”*. Tous ces chercheurs sont cités dans un article de Mediapart publié le lundi 23 mars 2020 par Jade Lindgaard et Amélie Poinssot : *“Le coronavirus, ‘un boomerang qui nous revient dans la figure’”*.

A l'occasion du débat public « ImPACtons ! » sur la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), *Pour une autre PAC* publie les résultats d'un sondage réalisé en partenariat avec l'IPSOS début mars 2020, juste avant la crise du COVID-19. La crise donne une actualité vibrante à ces résultats portant sur la perception des citoyen·ne·s français·es de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC).

À retenir :

- Une majorité de Français·es rejette le modèle agro-industriel favorisé par la PAC actuelle
- La garantie de prix bas est une préoccupation finalement assez secondaire pour la majorité des Français·es
- Leurs attentes concernent en priorité la juste rémunération des paysan·ne·s, la préservation de l'environnement, la garantie du bien-être animal, et l'accès à une alimentation saine et de proximité

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon représentatif de la population nationale formé de 1085 personnes interrogées entre le 6 et le 10 mars 2020. Les résultats sont présentés à l'occasion de la remise du rapport intermédiaire sur le débat « ImPACtons ! » de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation concernant le vote en ligne sur la hiérarchisation des objectifs du Plan Stratégique National (PSN). Ce document stratégique, encore en cours d'élaboration, doit régir la mise en œuvre de la PAC post 2020 au niveau national, tant sur le plan des priorités que des moyens à mettre en œuvre. A l'issue de cette enquête, trois enseignements majeurs se dessinent quant aux opinions des Français·es sur la PAC :

1. **Une majorité de Français·es rejette le modèle agro-industriel favorisé par la PAC actuelle**, en particulier son insuffisante prise en compte des aspects environnementaux et sa vocation exportatrice au détriment de l'autosuffisance alimentaire.
2. **La garantie de prix bas est une préoccupation finalement assez secondaire pour la majorité des Français·es** qui sont plutôt en demande

d'une alimentation conforme à leurs attentes quitte à la payer plus cher.

3. Ces attentes concernent en priorité la **juste rémunération des paysan·ne·s, la préservation de l'environnement, la garantie du bien-être animal, et l'accès à une alimentation saine et de proximité.**

Si la crise sanitaire du COVID-19 a entre autres perturbé les calendriers du débat public et de la réforme de la PAC, elle confirme surtout l'urgence de prendre en compte les préoccupations et les aspirations des Français·es pour mettre en œuvre un **modèle agricole et alimentaire résilient, basé sur la transition agroécologique, la relocalisation de notre système alimentaire et la juste rémunération des paysan·ne·s**. Le PSN devra intégrer des mesures fortes pour que ce modèle soit celui de la France après 2020.

Contexte

Ce sondage a initialement été motivé par la réforme en cours de la PAC et en particulier par

l'organisation du débat public "ImPACtons!" par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) sur la réforme de la PAC.

La réforme de la PAC

La réforme de la PAC post 2020 prévoit un nouveau modèle de mise en œuvre dans lequel une marge de manœuvre accrue est accordée aux Etats membres. Chacun d'entre eux, dont la France, a été chargé par la Commission européenne de rédiger un PSN. Ce document stratégique correspond à la déclinaison nationale de la PAC post 2020. Il a pour objet de prioriser les objectifs communs actés au niveau européen en fonction des spécificités des secteurs agricoles de chaque Etat membre, et de détailler les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Le débat public « ImPACtons ! »

Ce débat vise à **recueillir l'opinion des citoyen-ne-s français-es sur le modèle agricole et alimentaire d'aujourd'hui et sur celui qu'ils-elles souhaitent pour demain**. Ses conclusions doivent permettre d'alimenter l'élaboration du PSN par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA). Il se déroule en plusieurs temps et selon différentes modalités qui ont été perturbées par la crise du COVID-19 :

1. La première phase a consisté en un **vote en ligne portant sur la hiérarchisation des objectifs du PSN**. Le rapport intermédiaire remis par la CNDP au MAA porte sur cet exercice de hiérarchisation qui s'est déroulé du 23 février au 3 avril. Ce rapport doit donc permettre au MAA de hiérarchiser les objectifs donnés par la Commission européenne en fonction des priorités exprimées par les Français-es lors de ce vote en ligne.
2. Le débat public "ImPACtons" a été suspendu le 3 avril pour raisons sanitaires, même si quelques modalités restent en vigueur : dépôt de cahiers d'acteurs, organisation de débats auto-portés, témoignages et propositions sur la manière dont l'agriculture fait ou doit faire face à la crise du COVID-19.
3. Le débat doit reprendre au plus tard en septembre, avec :

- la réouverture des contributions en ligne, permettant aux participant-e-s de s'exprimer librement sur le thème de leur choix
- le déroulement des réunions publiques sur tout le territoire français et l'organisation de débats auto-portés en présentiel.

Les contenus apportés par ces deux canaux feront l'objet d'un nouveau rapport par la CNDP qui sera également remis au MAA.

Le rapport de la CNDP doit permettre au Ministère de l'Agriculture de hiérarchiser les objectifs du futur PSN en fonction des priorités exprimées par les Français-es.

Une double ambition

A travers le débat public "ImPACtons!", c'est la première fois que les Français-es ont l'occasion de se prononcer sur le modèle agricole et alimentaire qu'ils-elles souhaitent pour demain. Si la PAC les concerne tou-te-s, c'est aussi un sujet complexe.

C'est pourquoi le sondage réalisé par *Pour une autre PAC* en partenariat avec IPSOS a poursuivi une double ambition : **mesurer le niveau de connaissance qu'ont les citoyen-ne-s français-es de la PAC et connaître leurs opinions sur la PAC et le modèle agricole actuels**.

Méthodologi e

La méthode d'échantillonnage est constituée d'un tirage aléatoire au sein du panel IIS d'IPSOS, avec une désignation de la personne interrogée par la méthode des quotas. La sélection des individus a été réalisée via un algorithme donnant à chaque panéliste la même probabilité d'être choisi pour cette étude.

La cible interrogée est composée de 1085 Français·es âgé·e·s de 16 à 75 ans, un **échantillon représentatif de la population française en termes de sexe et d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de région** sur la base des données de l'INSEE.

La collecte des données s'est déroulée en ligne sur système CAWI entre le 6 et le 10 mars 2020. Les questions soumises aux répondant·e·s ont été préparées par *Pour une autre PAC* en collaboration étroite avec l'IPSOS pour assurer leur objectivité.

Pour le traitement statistique des données, l'échantillon a été pondéré selon les critères de sexe, d'âge, de région et de catégorie socioprofessionnelle.

Les résultats du sondage ont fait l'objet d'une pré-analyse par l'IPSOS puis d'une analyse plus approfondie par *Pour une autre PAC*. Les résultats présentés dans ce dossier sont directement issus de ces deux analyses et se décomposent comme suit :

- Qui connaît la PAC ?
- La PAC, un sujet plus ou moins maîtrisé
- Le rejet de la PAC actuelle et du modèle agro-industriel subventionné
- Une alimentation plus chère ? Oui, pour répondre aux attentes des Français·es
- Quatre urgences pour la prochaine PAC : la juste rémunération des paysan·ne·s, la préservation de l'environnement, la garantie du bien-être animal, et l'accès à une alimentation saine et de proximité.

Des résultats confortés par la crise du COVID-19

Bien qu'il ait été réalisé juste avant la crise du COVID-19, ce sondage met en avant des résultats dont la pertinence est accentuée par la crise actuelle.



Qui connaît la PAC ?

Les deux tiers (68%) des citoyen·ne·s français·es ont déjà entendu parler de la PAC, mais ce constat varie selon des critères de genre, d'âge, de niveau d'études, de profession, de lieu de résidence et de revenu.

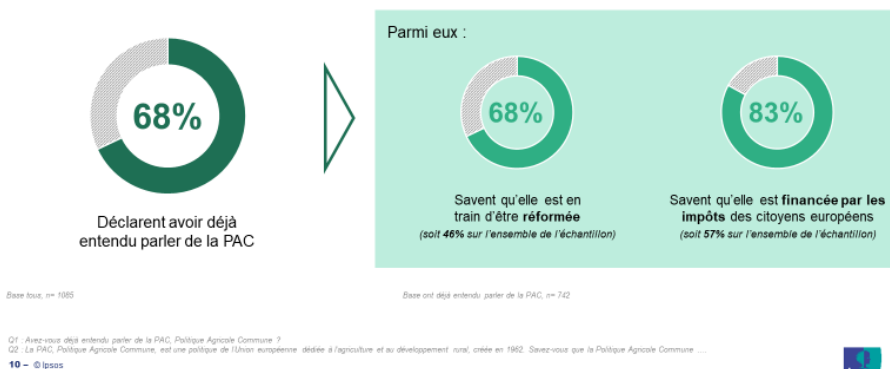
Malgré sa complexité, la PAC n'est pas étrangère aux Français·es

L'existence de la PAC est connue par une bonne majorité des citoyen·ne·s français·e·s. Parmi eux·elles, les deux tiers (68%) déclarent en avoir déjà entendu parler (Figure 1), signe que la PAC n'est **pas seulement un objet d'étude complexe réservé aux experts, mais qu'elle est aussi à la portée d'une majorité de citoyen·ne·s**.

Figure 1

NOTORIÉTÉ DE LA PAC

La PAC est connue par près de 2/3 des français. Parmi eux, une grande majorité savent qu'elle est financée par les impôts des citoyens et, dans une moindre mesure, qu'elle est en train d'être réformée.



Des critères de différenciation

Néanmoins, les citoyen·ne·s ne sont pas égaux face à ce constat. **Des critères de genre, d'âge, de niveau d'études, de profession, de lieu de résidence et de revenu viennent moduler de manière significative leur connaissance de l'existence de la PAC.**

Ainsi, le citoyen « type » ayant déjà entendu parler de la PAC est plutôt un homme (77%), âgé d'au moins 55 ans (83%). Il dispose *a minima* d'un diplôme de niveau Bac +2 (75%) voire Bac +5 (85%) et il est aujourd'hui à la retraite (77%) ou encore en activité au sein d'une catégorie socioprofessionnelle supérieure (75%). Résidant en région parisienne (81% de cette catégorie), il dispose d'un revenu élevé (78% de la catégorie de revenus compris entre 30 001 et 60 000 €) voire très élevé (94% de la catégorie de revenus supérieurs à 60 001 €).

A contrario, la citoyenne « type » n'ayant jamais entendu parler de la PAC est plutôt une femme (40%), âgée de 16 à 34 ans (51%). Elle dispose d'un diplôme niveau école/collège (49%) voir niveau CAP/BEP/Bac (46%) et exerce au sein d'une catégorie socioprofessionnelle inférieure. Résidant en région, elle dispose d'un faible revenu (56% de la catégorie de revenus inférieurs ou égaux à 15 000 euros).

La PAC, un sujet plus ou moins maîtrisé

Si les Français·es ont déjà entendu parler de la PAC, ils·elles maîtrisent moins bien son actualité, son mode de financement et ses modalités de mise en œuvre.

La réforme de la PAC et son mode de financement

Dans l'ensemble, les personnes déclarant avoir déjà entendu parler de la PAC sont également au courant de son actualité et de son mode de financement dans les grandes lignes. En effet, une bonne majorité de ces personnes est au courant que la PAC est en train d'être réformée (68%) et une très grande majorité sait qu'elle est financée par les impôts des citoyen·ne·s européen·ne·s (83%) (Figure 1). En revanche, si l'on inclut dans l'échantillon les personnes déclarant n'avoir jamais entendu parler de la PAC, moins de la moitié (46%) sont au courant que la PAC est en train d'être réformée, mais plus de la moitié (57%) ont conscience d'y contribuer via leurs impôts. Ce niveau de connaissance plus aléatoire indique que, **comme tout sujet de société, la PAC est plus ou moins bien maîtrisée par l'ensemble des citoyen·ne·s.**

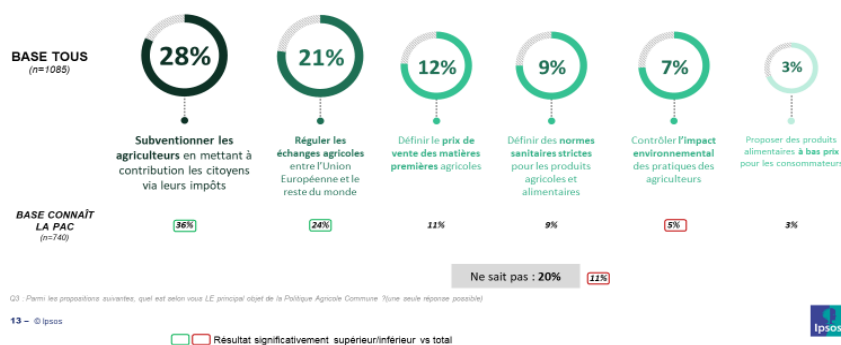
Les modalités de mise en œuvre de la PAC

Les modalités de mise en œuvre de la PAC sont globalement moins maîtrisées par les citoyen·ne·s français·es, y compris par ceux·celles qui déclarent en avoir entendu parler. En effet, les subventions aux agriculteur·ice·s, qui constituent le principal outil de la PAC, sont identifiées comme telles par seulement 28% des citoyen·ne·s en général. Ce chiffre n'est pas beaucoup plus élevé parmi ceux·celles déclarant avoir déjà entendu parler de la PAC (36%). La régulation des échanges agricoles entre l'Union européenne et le reste du monde est la deuxième modalité la plus évoquée par l'ensemble des répondants (21%) (Figure 2), alors que la PAC joue aujourd'hui un rôle assez minime en la matière.

Figure 2

PRINCIPAL OBJET DE LA PAC

La subvention des agriculteurs par le biais des impôts et la régulation des échanges agricoles sont les principales mesures associées à la PAC. Encore plus auprès de ceux qui la connaissent.



En résumé, les citoyen·ne·s français·es connaissent les grandes lignes de la PAC (son existence, son actualité, son mode de financement) car il s'agit d'un sujet de société, mais ils·elles connaissent moins ses modalités de mise en œuvre. La complexité de ces modalités ainsi que leur évolution régulière depuis les débuts de la PAC sont probablement à l'origine de cette tendance.

Le rejet de l'actuelle PAC et du modèle agro-industriel subventionné

Alors même qu'ils·elles contribuent financièrement à la PAC par le biais de leurs impôts, les citoyen·ne·s français·es sont défavorables au modèle agro-industriel actuellement subventionné. Cette affirmation est d'autant plus vraie pour celles et ceux déclarant avoir déjà entendu parler de la PAC.

Un triple rejet pour les personnes ayant déjà entendu parler de la PAC

Les personnes déclarant avoir déjà entendu parler de la PAC rejettent en premier lieu le manque de considération des démarches environnementales dans l'attribution des aides aux agriculteur·ice·s (63%) (Figure 3). Autrement dit, elles désapprouvent le fait que la PAC ne se traduise pas par une meilleure prise en compte des **enjeux environnementaux** qui lui sont liés.

En second lieu, ces personnes rejettent l'attribution des aides de la PAC à l'hectare (53%), favorisant l'**agrandissement des fermes pour** capter davantage d'aides et instaurant de ce fait un modèle de production à échelle industrielle.

Les **distorsions de concurrence** induites par ce modèle agricole européen très compétitif vis-à-vis des agricultures paysannes du Sud – par exemple, le fait que dans certains pays africains le lait local coûte plus cher que le lait importé - sont également rejetées par plus de la moitié de ces personnes (51%).

Figure 3

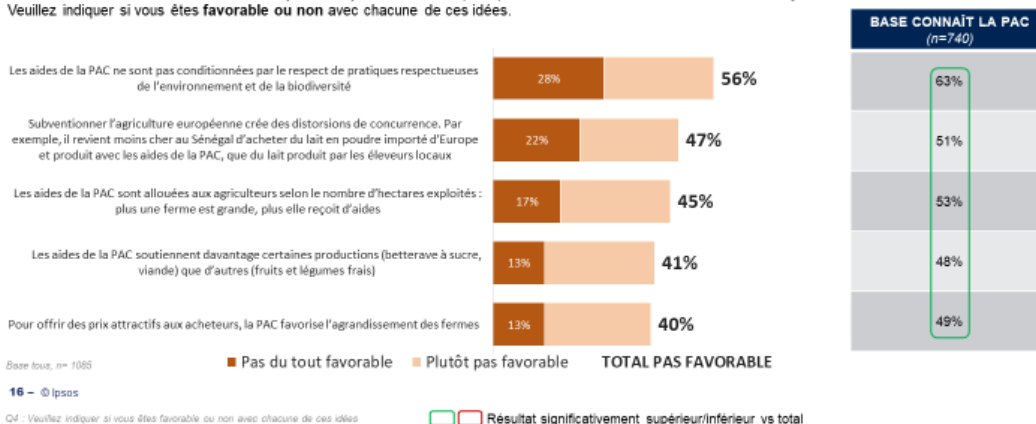
PERCEPTION DE LA PAC D'AUJOURD'HUI

Les idées les plus rejetées sont relatives à la non prise en compte des démarches environnementales dans l'attribution des aides et aux distorsions de concurrence.

Le taux de rejet est encore plus fort auprès de ceux qui connaissent la PAC.

Chaque citoyen européen verse à la Politique Agricole Commune (PAC) un impôt annuel moyen d'environ 114€.

A cet effet, nous souhaiterions **savoir ce que vous pensez** de cette politique. Voici des idées relatives à la PAC d'aujourd'hui. Veuillez indiquer si vous êtes **favorable ou non** avec chacune de ces idées.



La prise en compte insuffisante des démarches environnementales rejetée par l'ensemble des citoyen·ne·s

Le rejet de la PAC actuelle et du modèle agro-industriel instauré par son biais n'est pas seulement le fait de celles·ceux qui la connaissent. **Le lien insuffisant entre le montant des aides allouées et le caractère vertueux des pratiques agricoles sur le plan environnemental est ainsi invoqué par plus de la moitié des citoyen·ne·s français·es (56%), qu'ils aient déjà entendu parler de la PAC ou non** (Figure 3). Néanmoins, le rejet des autres composantes la PAC actuelle est moins franc pour l'ensemble des citoyen·ne·s français·es que pour celles·ceux déclarant avoir déjà entendu parler de la PAC, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'ils·elles n'en connaissent pas tou·te·s l'existence ni ne maîtrisent ses modalités de mise en œuvre et leur impact.

La prise en compte insuffisante des démarches environnementales, l'attribution d'aides à l'hectare et les distorsions de concurrence pour les pays du Sud sont rejetés par une majorité de personnes ayant déjà entendu parler de la PAC

Le niveau de rejet corrélé au niveau de connaissance de la PAC

Par exemple, concernant l'agrandissement des fermes, les réponses fournies varient selon que les Français·es sont interrogé·e·s sur les modalités de l'actuelle PAC ou sur le modèle agricole et alimentaire souhaité. Ainsi, le fait que la PAC actuelle favorise l'agrandissement des fermes (à travers l'allocation d'aides à l'hectare) pour offrir des prix attractifs aux acheteurs est la modalité de mise en œuvre recueillant le plus d'adhésion parmi l'ensemble des répondant·e·s (29%) (Figure 4). Mais d'un autre côté, les répondant·e·s sont une majorité (54%) à préférer, pour le modèle agricole et alimentaire de demain, des exploitations agricoles de petite taille permettant de faire vivre de nombreux·ses paysan·ne·s plutôt que des exploitations agricoles de grande taille permettant de produire d'importants volumes par agriculteur·rice·s, quitte à diminuer le nombre d'agriculteur·rice·s (Figure 5). Ainsi, même s'ils·elles ne rejettent pas l'attribution des aides à l'hectare en tant que telle, les Français·es sont bien **défavorables à la diminution du nombre de fermes existantes qui en est la conséquence directe**.

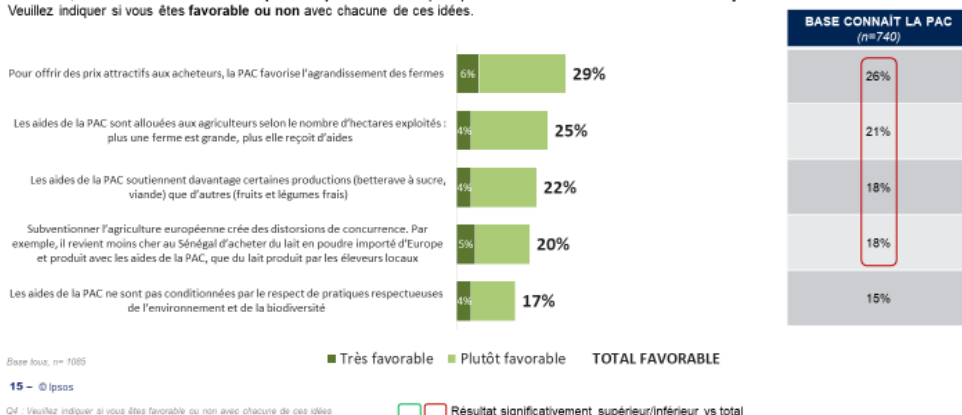
Figure 4

PERCEPTION DE LA PAC D'AUJOURD'HUI

Les axes les plus acceptés concernent l'accès à des prix attractifs et le système d'attribution d'aides aux agriculteurs selon la taille d'exploitation.

Chaque citoyen européen verse à la Politique Agricole Commune (PAC) un impôt annuel moyen d'environ 114€.

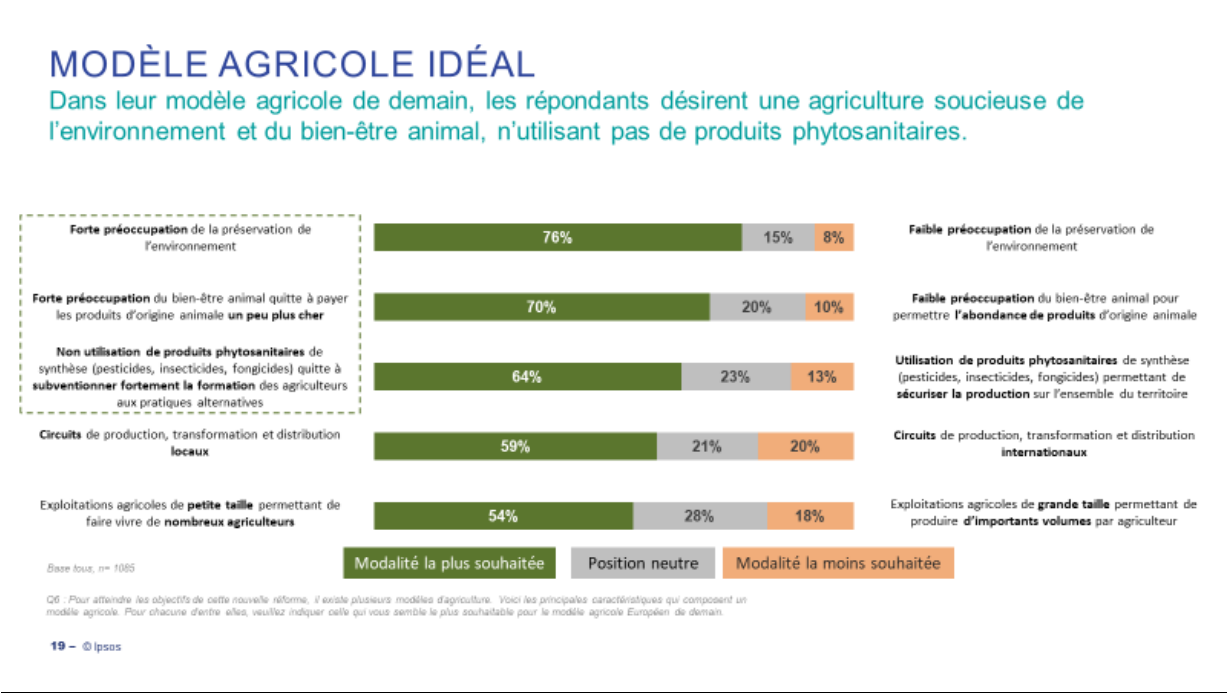
A cet effet, nous souhaiterions savoir ce que vous pensez de cette politique. Voici des idées relatives à la PAC d'aujourd'hui. Veuillez indiquer si vous êtes favorable ou non avec chacune de ces idées.



Une variation dans les réponses apportées selon l'angle sous lequel la question est posée (modalités de la PAC actuelle ou priorités souhaitées pour la PAC post 2020) est également

observée pour la vocation exportatrice du modèle agricole européen. Alors que moins de la moitié des citoyen·ne·s français·es fustigent les distorsions de concurrence induites par la subvention du modèle agricole européen sur les agricultures paysannes du Sud (47%) (Figure 3), seul·e·s 15% d'entre eux·elles estiment qu'il est très important que la PAC ait pour objectif de faciliter l'exportation de produits agricoles européens à travers le monde (soit environ 3 fois moins que pour la préservation de l'environnement, la garantie du bien-être animal, la juste rémunération des paysan·ne·s et l'accès à une alimentation saine et de proximité) (Figure 7). Si le lien entre subvention de l'agriculture et distorsions de concurrence n'est pas forcément explicite aux yeux des Français·es, il est évident qu'une majorité d'entre eux·elles estiment que le rôle de la PAC est moins de privilégier les exportations dans le reste du monde que **d'assurer l'autosuffisance alimentaire de l'Europe**.

Figure 5



Ces exemples illustrent bien que le rejet de la PAC actuelle et du modèle agro-industriel ainsi subventionné est corrélé avec le niveau de connaissance qu'en ont les citoyen·ne·s, et qu'on pourrait s'attendre à un rejet d'autant plus important avec une connaissance plus fine des modalités de mise en œuvre de la PAC.



Une alimentation plus chère ? Oui, pour répondre aux attentes des Français·es

L'accès à une alimentation peu chère est secondaire aux yeux des Français·es, y compris parmi les classes sociales défavorisées. Ils·elles sont prêt·e·s à payer plus cher pour leur alimentation, à condition qu'elle réponde à leurs attentes, par exemple en matière de bien-être animal.

Un modèle agro-industriel légitimé par le faible coût de l'alimentation

Instaurée dès 1962, la PAC visait initialement à développer la production agricole afin de nourrir les Européen·ne·s à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale. Cette finalité justifie la logique productiviste agro-industrielle permettant de fournir une alimentation peu chère au plus grand nombre. Ainsi, l'article 39 du traité du fonctionnement de l'Union européenne stipule que l'un des objectifs de la PAC est d'«assurer des prix raisonnables aux consommateurs».

Un objectif en décalage avec les priorités des Français·es

Si cet objectif figure toujours dans le traité de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et continue de légitimer le modèle agro-industriel en place, il apparaît néanmoins obsolète vis-à-vis des priorités des citoyen·ne·s français·es d'aujourd'hui. En effet, seul·e·s 19% d'entre eux·elles pensent que le rôle des subventions de la PAC doit effectivement être de garantir les prix alimentaires les plus bas possibles (Figure 6) et ce, y compris parmi les catégories sociales les moins favorisées (23%). A contrario, 57% d'entre eux·elles estiment que le rôle des subventions est avant tout de garantir une

production variée, même si cela implique de perdre en capacité d'export, par exemple sur des denrées comme le vin ou les céréales.

Ce résultat indique que **la garantie de prix bas est finalement secondaire pour les Français·es, qui sont prêt·e·s à payer plus cher pour des aliments conformes à leurs attentes**. Par exemple, concernant la consommation de produits d'origine animale, 70% des personnes interrogées indiquent privilégier un modèle d'élevage caractérisé par une forte préoccupation pour le bien-être animal quitte à payer plus cher, alors que 10% seulement font primer l'abondance de produits d'origine animale sur la prise en compte du bien-être animal.

Ce faisant, **les Français·es marquent leur préférence pour la qualité des aliments au détriment de leur quantité**, la qualité s'entendant ici dans un sens plus large que celui de la sécurité sanitaire des aliments visée par les normes européennes. Cette notion de qualité au sens large englobe non seulement des attentes liées à la prise en compte du bien-être animal dans l'élevage, mais également à des préoccupations d'ordre social et environnemental.

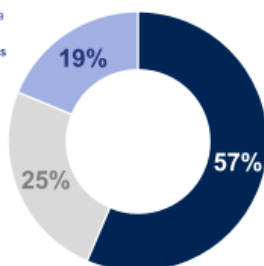
Figure 6

AXE PRIORITAIRE POUR LA PAC

Les français privilégient une politique qui offre une production variée plutôt que la volonté d'offrir des prix les plus bas possibles sur certaines denrées alimentaires.

Garantir des **prix les plus bas possibles** sur certaines denrées alimentaires (comme le blé et la viande) grâce aux **subventions**, et recourir à des importations de pays tiers pour les autres denrées (comme le soja pour l'alimentation du bétail)

Ne sait pas



Garantir une **production variée** grâce aux **subventions**, même si cela signifie de **perdre en capacité d'export** de denrées comme les céréales ou le vin

+ Connaissent la PAC : 65%

Base tous, n° 1085

Q7 - D'après vous, la Politique Agricole Commune devrait aider à ...

20 - © Ipsos



Seul·e·s 19% des Français·es estiment que le rôle des subventions de la PAC est de garantir des prix alimentaires les plus bas possibles et ce, y compris par les catégories sociales les moins favorisées (23%).



Quatre urgences pour la prochaine PAC

Juste rémunération des paysan·ne·s, préservation de l'environnement, garantie du bien-être animal, accès à une et une alimentation saine et de proximité : voici les axes les plus importants aux yeux de plus de 85% des Français·es, qu'ils·elles aient ou non déjà entendu parler de la PAC.

L'urgence de réorienter la PAC vers un modèle agricole et alimentaire plus juste, plus durable et plus sain

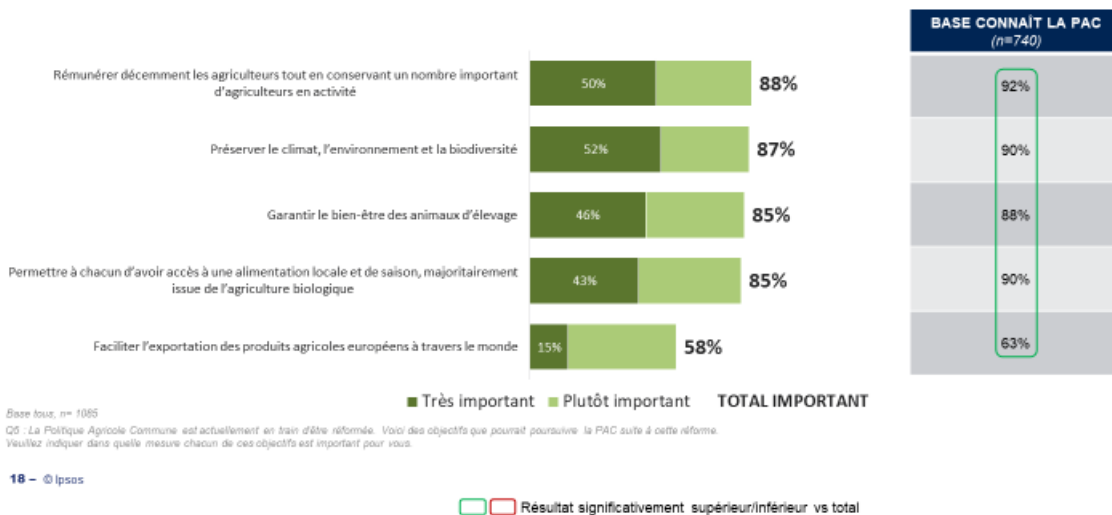
En premier lieu, les Français·es estiment que la PAC doit avoir pour objectif de rémunérer décemment les paysan·ne·s tout en conservant un nombre important de paysan·ne·s en activité (88%) (Figure 7). Pour elles·eux, cet objectif doit s'accompagner de manière presque tout aussi importante de la préservation du climat, de l'environnement et de la biodiversité (87%) ainsi que du bien-être des animaux d'élevage (85%), et de la garantie d'un accès à une alimentation saine et de proximité (85%). Ces résultats sont encore plus marqués parmi les personnes qui déclarent avoir déjà entendu parler de la PAC (respectivement 92%, 90%, 88% et 90%).

Figure 7

OBJECTIFS LES PLUS IMPORTANTS

Pour la PAC de demain, les français sont plus soucieux de problématiques telles que la rémunération des agriculteurs, le respect de l'environnement, le bien-être animal ou encore l'accès à une agriculture locale, de saison et bio.

Un objectif apparaît comme secondaire : faciliter les exportations à travers le monde.



Ces résultats indiquent que le concept d'**agribashing** mis en avant par une partie de la profession agricole ne se fonde pas sur les agriculteur·rice·s eux·elles·mêmes, mais sur une

critique du modèle agricole dominant. Le fait que la majorité des Français·es souhaite une juste rémunération des paysan·ne·s dans le cadre de la prochaine PAC paraît en effet peu compatible avec le fait de dénigrer la profession agricole. Cette défiance semble bien plus concerner **les pratiques mises en place par les** agriculteur·rice·s et leur impact sur l'environnement, le bien-être animal et l'alimentation. Elle peut être interprétée comme le résultat du décalage entre cet impact réel et les attentes fortes exprimées par les Français·es en termes d'environnement, de bien-être animal et d'alimentation.

La PAC étant financée par l'argent public des Etats membres européens (dont la France), il est primordial de **réduire ce décalage entre l'impact du modèle agro-industriel encouragé et les attentes des Français·es sur les plans sociaux, environnementaux et alimentaires.** A titre d'exemple, 64% d'entre eux·elles estiment qu'il faudrait subventionner la formation des agriculteur·ice·s aux pratiques alternatives afin de pouvoir se passer de pesticides de synthèse, quand seulement 13% estiment que l'usage des pesticides de synthèse devrait continuer (Figure 5).

Au-delà de ces résultats, la crise sanitaire du COVID-19 rappelle l'urgence de prendre en compte les préoccupations et les aspirations des Français·es pour mettre en œuvre un modèle agricole et alimentaire résilient, capable de résister aux crises actuelles et futures. **Cette résilience ne saurait voir le jour sans la juste rémunération des paysan·ne·s, la transition vers l'agroécologie paysanne et la relocalisation de notre système alimentaire.**

De nombreuses solutions existent pour concrétiser ce changement de système agricole et alimentaire souhaité et nécessaire. La plateforme *Pour une autre PAC* a ainsi élaboré une [proposition complète de réforme de la PAC](#) qui répond aux préoccupations et aspirations mises en lumière par le sondage.

Il appartient au Gouvernement français de tenir compte des résultats de cette étude afin que **les quelques 9 milliards d'euros annuels perçus par la France dans le cadre de la PAC soient réorientés vers un modèle agricole et alimentaire juste, durable et résilient, capable de répondre aux crises actuelles et futures.** Ce rôle revient tout particulièrement au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA), en étroite concertation avec le Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) ainsi que les organisations de la société civile.

Pour une autre PAC

est une plateforme française inter-organisations
constituant un espace commun de réflexion et
d'action, en vue de la refonte de la politique agricole
commune

Membres

Organisations paysannes (10)

Afac-Agroforesteries, Confédération paysanne, Fédérations des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural, Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB), Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), RENETA (Réseau national des espaces-test agricoles), Réseau CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et Milieu rural), Terre de Liens, Terre et Humanisme, Union nationale de l'apiculture française (UNAF)

Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal (14)

Agir pour l'environnement, Compassion in world farming France (CIWF), Fédération des Conservatoires d'espaces naturels (FCEN), Fédération des parcs naturels régionaux, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH), France Nature Environnement (FNE), Générations futures, Greenpeace, Humanité et Biodiversité, Les Amis de la Terre, Ligue de Protection des Oiseaux (LPO), Réseau Action Climat, Welfarm, WWF

Organisations de solidarité internationale (8)

ActionAid France, Agter, ATTAC, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF), Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), Ingénieurs sans Frontières — Agrista, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires

Organisations de citoyen·ne·s — consommateur·rice·s (10)

Bio Consom'acteurs, Chrétiens dans le monde rural (CMR), Citoyens pour le climat, Commerce équitable France (CEF), Générations Cobayes, Les Amis de la Confédération paysanne, Miramap, RESOLIS, Secours Catholique, Slow Food

